

abordera de biais le problème des rentrées en disant que dans chaque usine les ouvriers discuteront les termes du contrat collectif qu'il faudra signer. Mardi, le mouvement s'engage vers son dénouement dans la région parisienne mais il s'étend encore dans le Nord où il embrasse toutes les industries. Bien que lundi « l'Humanité » ait clamé : « la victoire est acquise » et qu'elle ait écrit : « communistes nous saluons avec enthousiasme cette victoire de l'unité syndicale, ce triomphe de la réconciliation des masses françaises laborieuses », les ouvriers ne rentrent pas encore et resteront encore jusqu'à samedi dans les grosses usines de métallurgie. Mercredi, la reprise du travail s'accroît un peu mais pas en métallurgie. La grève chez Hachette se termine par l'obtention des principales revendications par les ouvriers, alors que des accords s'établissent dans l'Alimentation et dans la région du textile de Roubaix et Saint-Quentin, sur la base de l'accord Matignon.

Salengro lance mardi un avis pour mettre en garde les ouvriers : « On signale un peu partout l'intervention d'agents provocateurs étrangers au mouvement syndical. Certains d'entre eux ont été trouvés porteurs d'armes, etc... » Ce qui se produit c'est que malgré Matignon et malgré l'appel de l'Union des Syndicats de la région parisienne demandant aux ouvriers de reprendre le travail sur la base du règlement arrêté par la Confédération patronale et ouvrière, des prolétaires s'opposent aux bonzes syndicaux parfois sans le savoir, ou bien interprètent à leur façon prolétarienne les mots d'ordre syndicaux. Il faut tenir compte que la C. G. T. durant cette période voit se vérifier un afflux considérable d'ouvriers vers elle. Rien que pour les métallurgistes qui sur 250.000 ouvriers dans la région parisienne étaient groupés à 5.000 dans la C. G. T. unifiée, l'on constate une affluence par dizaine et dizaine de milliers de nouveaux syndiqués. L'argument de provocateur employé par le ministre de l'Intérieur comme par Jouhaux pour servir pour maintenir dans les rangs de la légalité syndicale la combat des ouvriers.

Mardi est marqué par la reprise du travail dans le Nord où près de 270.000 ouvriers reprennent le travail sur la base de l'accord de l'Hôtel Matignon. Cette

reprise s'accompagne des mises en garde habituelles contre les « éléments étrangers au mouvement syndical », contre les provocateurs au sujet desquels Salengro parlera à Lille dans son discours radio-diffusé.

Le vendredi 12 juin le Parlement français se réunit et Blum mettra bien en évidence que « la promptitude de son vote (du Parlement) est un des éléments moteurs de l'œuvre de conciliation que nous essayons aujourd'hui d'accomplir ». La Chambre adopte rapidement les quatre projets de loi sur les conventions collectives, les congés payés, la première révision des décrets lois concernant les anciens combattants et la première révision des décrets lois concernant les fonctionnaires. Parallèlement le travail reprendra dans une série d'industries alors que les pourparlers continueront laborieusement en métallurgie, dans le Bâtiment et dans les grands magasins de la région parisienne. L'Union des Syndicats de la Seine publiera ce jour un communiqué pour interdire l'accès des entreprises « à ceux qui se présenteraient au nom du mouvement syndical sans avoir un pareil mandat ». Il faut à tout prix empêcher des initiatives ouvrières qui sont d'autant plus faciles et moins contrôlables que l'appareil syndical ne peut pas absorber et canaliser en quelques jours les milliers et les milliers d'ouvriers qui viennent chercher la carte de la C. G. T.

Samedi, le mouvement touche à sa fin car le contrat collectif de la métallurgie parisienne est signé entre la Chambre patronale et les organisations ouvrières. Les métallos évacuent donc les usines et la Chambre qui siège sans désespérer vote rapidement la semaine de 40 heures, cinquième projet du gouvernement Blum.

Samedi encore « l'Humanité » publie un extrait curieux d'un discours de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut même consentir au compromis afin de ne perdre aucune force et notamment ne pas faciliter les campagnes d'affolement et de panique de la réaction ».

Lundi dans la région parisienne restent encore en grève les grands magasins et les Compagnies d'assurances. Dans l'ensemble le mouvement est liquidé.

Salengro fait saisir l'organe des trotskistes unifiés « La Lutte ». Il les frappe